et plusieurs Européens accourus pour jouir de l'aspect imposant que présentait cette solennité; les appartements de l'habitation du commandant de la forteresse étaient meublés convenablement; des tentes avaient été dressées sur les remparts de la ville pour contenir et abriter les invités les plus marquans, tous assis sur des nattes. Une fois tout le monde réuni, arriva en grand uniforme et en voiture, Yacoub pacha, gouverneur général de Salonique, accompagné de sa nombreuse suite; descendant du cheval, le pacha alla se placer dans la salle de la maison du commandant des forts. Un moment après arriva à cheval et en grand uniforme Sami pacha, inspecteur général de la Roumélie, avec les gens de sa suite: il fut reçu et introduit dans la grande salle où se trouvait déjà Yacoub pacha. La forteresse arbora son grand pavillon, et les consuls arborèrent également le leur. Après quelques minutes de repos, les deux pachas descendirent et se tenant par la main, en signe de bonne entente, montèrent sur les remparts et allèrent se placer sous la tente qui leur était préparée. D'autres tentes étaient occupées par les beys du pays, membres du conseil municipal, gouverneurs sous-gouverneurs, cadis, mollahs, kaïys, archevêques et évêques grecs, ayant à leur tête Mgr l'archevêque de Salonique, primats ou chefs de communautés de différentes communions et différents ordres. Le firman a été lu et publié à haute et intelligible voix, pendant que l'ancienne du Tophane était encombrée de curieux. La lecture dura plus de dix minutes; à la suite de laquelle une prière fut entonnée en langue turque: louanges à Dieu, et vœux pour la prolongation des précieux jours de S. M. le Sultan Abdul-Médjid trois fois répétés avec le plus grand enthousiasme. Satisfait le moment, Mgr l'archevêque grec fit faire la lecture d'un hymne préparé pour la circonstance. Le canon de la forteresse gronda: 21 coups furent tirés par l'artillerie en l'honneur de S. M. I. Sami pacha harangua les autorités ottomanes de toute classe et de toute tribu, et le peuple vivant sous l'heureux sceptre du Sultan; il fut ému avec vénération et reconnaissance. Le contenu du firman publié est relatif au *Tanzimat*; tous sont obligés de le suivre, tous doivent s'aimer, s'entr'aider sans différence aucune; tous à quelque communion qu'ils appartiennent ne forment qu'un et ils jouissent des mêmes privilèges et immunités comme sujets ottomans; il leur est enjoint de remplir consciencieusement et avec justice les devoirs de leur charge, écartant à jamais les moyens de corruption, de vivre en sujets fidèles et obéissans, et de payer les charges ou les diverses taxes légales au trésor avec tout l'empressement et la sollicitude nécessaires. Cela fait, le signal de congé fut donné au peuple qui se dispersa aussitôt. Toutes les autorités civiles et militaires défilèrent à cheval, ainsi que les autorités ecclésiastiques grecques. Le corps réuni des archevêques et évêques était imposant à voir: les chefs du clergé montés sur de magnifiques chevaux excitaient par une grande suite de prêtres, diacres et sous-diacres à pied formant une haie; Mgr l'archevêque de Salonique, monté sur un cheval blanc, fermait le cortège qui traversa la quarter franc pour se rendre à l'archevêché. Sami pacha et Yacoub pacha ne quittèrent le Tophané que lorsque la foule se fut toute retirée; ils traversèrent la longue voie du *Tchersy* pour se rendre au palais. Dès le lendemain, Sami pacha a ouvert ses séances au palais qu'il habite; il mande auprès de lui tour-à-tour les personnes auxquelles il doit donner des ordres ou des admonitions; chacun peut avoir libre accès auprès de lui à des heures indiquées. Espérons que cette grande inspection produira les plus heureux résultats! Quoique les diverses autorités des lieux lointains ne soient pas encore toutes arrivées à Salonique, l'inspecteur-général n'a pas voulu plus long-temps retarder la lecture du firman impérial, afin de pouvoir congédier le plus tôt possible celles des environs, et de ne faire perdre un temps précieux pour la bonne administration des affaires de leur ressort.

Des 1800 recrues arrivées dernièrement de Moudjar pour Tripoli de Barbarie, 500 environ sont déjà expédiées mercredi dernier par le vapeur autrichien hebdomadaire, voie des Dardanelles, et les 1,300 restant seront embarquées très prochainement pour leur destination sur le *Médjidié*, beau pyroscaphe turc venu *ad hoc* hier matin de la capitale, en voyage extraordinaire.

Le gouvernement ottoman a expédié ici 630 soldats, arrivés hier, quelques uns disent que c'est pour la garde du pays et dans la banlieue; mais ce qui paraît positif, c'est que ces soldats seront envoyés à Uskub (Scoppia), pour remplir les cadres de l'armée. En attendant, ils ont été casernés.

Nous avons la satisfaction d'annoncer que, grâces à la vigilance et à la constante sollicitude de Yacoub pacha, gouverneur-général de Salonique, et à celle de son kaya, Ali bey, on est parvenu à arrêter le 19 et le 21 de Djémazi-akhir (le 21 et le 23 avril) trois brigands appartenant à des bandes redoutables de malfaiteurs; ce sont les nommés: Ismaïl fils de Suléiman, d'une petite ville dite Pellista dans le gouvernement de Kesré-Argirocastro, et Adim bin-Mously du village de Radostiamy de la province de Dibra d'Albanie avec son compagnon Chaban, fils de Mourat du même village. Ces trois derniers avaient pillé et dévasté l'église grecque du village Moutengoulich dans la juridiction de Pazarigri; ils en firent eux-mêmes l'aveu. Le premier a avoué plusieurs crimes et délits, commis à différentes époques. D'après les révélations faites par ces trois malfaiteurs, l'autorité gouvernementale espère pouvoir mettre aussi la main sur plusieurs autres individus de la bande dont ils faisaient partie.

On mande de Serrès, sous la date du 25 courant, que la bande de brigands qui avait fait une apparition à Soubach-Kioy, près de Serrès, et qui assassina le primat Zahari, envoya aux autres chefs aisés du village des billets menaçans en exigeant 60 mille piastres; si cette somme d'argent ne leur était envoyée à un lieu indiqué, prétendent-ils, ils devaient brûler, tuer et détruire tout. L'autorité supérieure de Salonique informée de ce fait, a pris immédiatement des mesures en conséquence; la plupart des familles se sont réfugiées à Serrès.

Sous la date du 23 courant, on mande de Monastir, Albanie, les regrets des catholiques qui résident en cette ville, de voir partir le digne missionaire Don Léonardo Varondin, appartenant à la congrégation des Lazaristes à Salonique. Ce zélé missionaire apostolique, y est-il dit, s'est transporté en toute saison et à chaque demande à Monastir, et a constamment fait preuve de cet esprit de paternité religieuse qui a satisfait non seulement les catholiques, mais encore tous ceux qui ne professent point cette religion. Il est digne de remarque que, pour la première fois, on a vu en ce pays un convoi avec pompe, précédé de la croix. Une femme catholique mourut, et a été déposée fut portée au cimetière distant de plus d'une heure; les psalmodies en usage étaient entonnées par le pasteur et répétées processionnellement par les personnes qui formaient le convoi. Cet acte de tolérance de la part des autorités ottomanes pour la liberté des cultes, est une preuve palpable du progrès qui fait, tous les jours davantage, la civilisation en Turquie.

Toute la famille du généralissime Omer pacha devait prochainement quitter Monastir pour aller en Bosnie.

On espère beaucoup voir améliorer l'état des routes par la constante sollicitude d'Omer pacha. On croit aussi qu'au retour, à Monastir, de l'armée qui est en Bosnie et de son illustre chef, un vice consulat salarié d'Autriche sera définitivement établi, et que quelques autres grands gouvernements y envoient également des consuls, comme point central de l'Albanie.

NOUVELLES D'EUROPE. (*Voir de Vienne*).

FRANCE.

(*Paris, 25 avril.*)

On écrit de Paris au *Globe*:

• Voici le programme qui vient d'être adopté par le nouveau ministère. Il porte:

• 1° Que la loi électorale de 1850 sera maintenue; 2° qu'il sera procédé à une révision de la constitution;

• Ces deux points ont été arrêtés comme base de la politique du nouveau cabinet. Quant au premier point, les ministres comptent avec confiance sur l'appui de plus des neuf-dixièmes de la majorité conservatrice. En effet, il n'aurait pu être formé aucun ministère, sinon à la condition de maintenir la loi électorale de 1850. Pour ce qui est de la question de la révision, je suis fondé à soutenir que le ministère a pris l'engagement de la proposer à l'Assemblée, à moins qu'il ne soit convaincu d'avance qu'il ne pourra compter sur l'appui des trois quarts de l'ancienne majorité. Malgré cela il prévoit maintenant un refus, et l'on pense dans ce cas, les ministres feraient un appel au pays au moyen d'une convocation des conseils généraux; suivant la décision de ces conseils, les ministres rengageront ou proposeront une révision par le vote à la simple majorité de l'Assemblée.

On écrit de Paris au *Globe*:

• J'apprends de très bonne part que MM. Guizot et Berryer ont eu une longue conférence, dans laquelle ils sont tombés d'accord sur plusieurs points essentiels en faveur du rétablissement de la monarchie. Entr'autres résolutions, ils ont décidé que leurs amis respectifs ne feront rien qui puisse irriter les esprits, mais tout ce qui pourra servir à les réconcilier; que la propagande monarchique sera faite ouvertement, mais qu'en définitive on fera dépendre la solution de l'opinion publique. C'est grâce à ce qu'ils ont pu marcher d'accord, sans combattre, mais aussi sans appuyer la proposition en faveur de la prolongation des pouvoirs de Louis-Napoléon. En même temps, ils exigeront de Louis-Napoléon une déclaration que, si ces pouvoirs étaient prolongés par l'influence des amis de l'ordre et sans opposition de la part des monarchistes, il ne profitera pas des moyens que lui donne sa position gouvernementale pour comprimer l'opinion publique, si elle se déclarait en faveur du rétablissement de la monarchie.

• Dans certains cercles, on prétend que le gouvernement a reçu des renseignements formels, d'après lesquels une partie des républicains rouges et socialistes ont préparé une manifestation pour le mois de mai ou de juin. Ce serait la une véritable folie, car il est certain que ces ennemis de l'ordre public seraient immédiatement écrasés. Cependant je ne serais point surpris que les plus impatients parmi eux ne s'avisassent de recourir à une levée de boucliers, par la raison qu'ils pensent que s'ils n'essaient pas de frapper un grand coup contre le parti conservateur, celui-ci adoptera des mesures extrêmement coercitives pour les rendre tout-à-fait impuissans en 1852.

• Quoi qu'il en soit, le gouvernement est préparé à toutes les éventualités. A Paris et dans toutes les autres grandes villes, les troupes sont abondamment pourvues de munitions de guerre, et tout est combiné pour pouvoir agir à chaque instant avec ensemble et énergie. Aussi est-on en droit de ces entreprises que pourrait tenter prématurément la fraction la plus violente du parti socialiste.»

Quelques représentans de la Montagne ont cru devoir déposer le 25 sur le bureau du président de l'Assemblée diverses pétitions concernant le suffrage universel. On annonce que d'autres pétitions pour la révision de la Constitution se signent dans les départemens, et doivent être prochainement soumises à l'Assemblée.

ANGLETERRE.

On lit dans le *Journal des Débats* du 20:

• A l'approche de l'ouverture de l'Exposition, le gouvernement anglais songe à prendre des mesures sérieuses pour la sécurité des étrangers que cette fête de l'industrie doit appeler à Londres, et pour prévenir les désordres, le trouble et le désordre que les partis exaltés ont peut-être nourri l'espoir de faire naître à cette occasion. D'un côté, il a réclamé l'assistance des polices étrangères pour l'aider dans la surveillance des hôtes de toute espèce qu'il attend du continent; de l'autre, il renforce les garnisons de Londres et des environs pour être prêt à tout événement.

• Quelques uns des organes de la presse anglaise blâment ces mesures de prudence; mais ce qui inspire les récriminations les plus vives, c'est l'arrêté pris par les commissaires de l'Exposition pour n'ouvrir au public le palais de cristal qu'à une heure après midi, seulement le 1er mai. C'est à dire après que la reine y aura fait dans la matinée une visite purement officielle, et entourée uniquement des personnages de sa cour. Cet arrêté est regardé par tous les journaux comme une espèce d'insulte faite à la loyauté et aux sentimens des convenances qui animent le peuple anglais, et l'unanimité avec laquelle l'opinion se prononce permet de supposer que la reine fera son entrée solennelle dans le palais de l'industrie, entourée par la foule des exposans anglais ou étrangers et de ceux qui ont pris des billets pour le jour de l'ouverture. Quoiqu'il en soit cependant, l'arrêté est officiel et subsiste.»

Le 16 a eu lieu dans le Free Trade hall, une réunion des partisans de la réforme financière et parlementaire. Le but de cette réunion était de féliciter MM. Gibson et Bright, membres du Parlement, à l'occasion de leur dévouement à ces principes. Plus de 4,000 personnes étaient présentes. Le fauteuil a été occupé par M. Wilson.

• M. Gibson a dit qu'il ne saurait prophétiser ce que pourrait être à l'avenir une mesure de réforme parlementaire; mais ce dont il est sûr, c'est que le peuple ne se tiendrait pas pour content d'un bill de réforme faible et restreint. Ce qu'il faut, c'est une mesure large et complète, rendant quelque justice à la grande masse des classes industrielles.

• M. Bright: Malheureusement il n'y a pas d'union dans le parti libéral. Les whigs ne sont pas de notre parti. Pourquoi? Parce que la politique à pour but d'établir la suprématie whig de sorte que les intérêts de trois ou quatre familles qui croient avoir un titre héréditaire à gouverner le pays. Nous avons, quant à nous, de tout autre vues, et nous n'aimons pas un ministère, qui, *en extremis*, pour donner le change au pays, lui promet une mesure de réforme parlementaire sans spécifier ce que sera cette mesure. Tout dernièrement lord John Russell a dit qu'en pareille matière il procéderait avec réserve. Réserve est bien le mot! Cette réserve sera-elle en effet que le peuple n'y gagnera rien?

• Je comprends parfaitement que l'aristocratie le plus grand intérêt à avoir à la tête des affaires treize hommes de son ordre, professant des opinions libérales, et ayant la prétention de diriger le grand parti libéral. La tactique est fort habile. Pourquoi, si les ministres sont vraiment libéraux, ne donnent-ils pas au pays le vote au scrutin qui épargnerait à l'Angleterre des scènes déplorables et sanglantes, toutes les fois qu'il s'agit de procéder aux élections? Comment lorsqu'il s'agit ici de nommer un représentant dans une localité où l'on ne compte que trois à quatre cents électeurs, l'élection ne se fait pas sans qu'il arrive des collisions et des malheurs, tandis qu'en France et en Amérique, les Présidens de la République sont élus sans désordre, sans émeute, sans effusion du sang! On nous appelle dans les Communes le parti de Manchester; nous sommes fiers de ce titre, et Manchester doit en savoir honneur, parce que notre devise, c'est la devise des grands principes de la justice et de la miséricorde que le christianisme nous a enseignés, et que sanctionnent à la fois l'expérience et la philosophie. C'est avec ces principes seuls que l'on peut arriver à fonder d'une manière durable la prospérité d'une grande nation.

L'Assemblée adopte une résolution ainsi conçue:

• L'assemblée remercie cordialement MM. Milner, Gibson et John Bright pour le zèle, le talent et la fidélité avec lesquels ils ont, en toute occasion, soutenu les principes pour la propagation desquels ils avaient été envoyés au Parlement. Elle les encourage à continuer à marcher dans la même voie, et elle s'engage à user de tous les moyens légaux et convenables pour les renommer dans les prochaines élections.»

La nouvelle de l'insurrection portugaise a excité peu d'intérêt dans la cité, où l'on blâme beaucoup le cabinet de Lisbonne à cause de sa mauvaise politique en fait de commerce et de finance. On assure positivement que la flotte britannique n'interviendra pas, et l'on désire que les ministres anglais persévèrent dans cette détermination.

On écrit de Dublin, le 15 avril, à l'*Express*:

• Hier, au soir, a paru une *Gazette extraordinaire* contenant une proclamation du gouvernement. Cette proclamation exige que tous les individus détenteurs d'armes dans les districts du comté de Devon, recemment mis en état de siège, et non exemptés pour cause spéciale, déposent leurs armes, poudre, etc., au bureau de police le plus voisin, avant le 18 avril, sous peine de deux années d'emprisonnement, avec travaux forcés.»

On lit dans le *Weekly Chronicle*:

• On croit que le roi des Belges arrivera de Bruxelles à Londres dans les premiers jours de mai. Le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, frère du prince Albert, et le prince de Leiningen arriveront dans le courant du même mois. Les deux premiers seront reçus par la reine, et le dernier par la duchesse de Kent.»

On lit dans le *Morning-Herald*:

• On attend le 30 de ce mois le prince et la princesse de Prusse, qui doivent venir rendre une visite à S. M. LL. AA. RR. resteront, dit-on, une quinzaine de jours dans notre pays.»

ALLEMAGNE.

AUTRICHE.

On lit dans la *Gazette de Prusse*:

• Un journal de Milan, *la Bilancia*, annonce que dans plusieurs villes de la Lombardie, et à Milan même, il y a eu récemment des démonstrations hostiles au gouvernement. Des personnes qui faisaient des cigares dans la rue auraient été insultées.

• Tout récemment le conseil des ministres a longuement délibéré sur des nouvelles assez inquiétantes, arrivées de l'Italie méridionale, et il est certain que le prince de Schwartzenberg est fait partir des troupes pour les Légations. S'il y avait été officiellement invité par la Toscane et par le gouvernement pontifical. On dit que prochainement il arrivera une Note de ce gouvernement, sollicitant le secours de l'Autriche, et que dans les premiers jours du mois prochain, une brigade sera envoyée dans les Etats de l'Eglise. En tout cas, il est possible que les garnisons de la Lombardie reçoivent des renforts considérables. Dans la Vénétie, au contraire, on maintiendra le *statu quo*.»

PRUSSE.

On écrit de Berlin, le 19 avril, à la *Gazette des Postes* de Francfort:

• On annonce qu'immédiatement après la reprise des travaux de la Diète germanique l'Autriche demandera qu'il soit établi une autorité centrale de sûreté pour l'Allemagne. Cette autorité devra être investie de pouvoirs très étendus, et même les troupes fédérales seraient à sa disposition. Elles resteraient en Bohème jusqu'à l'établissement d'un organe définitif central et exécutif. L'Autriche demandera aussi que l'armée fédérale soit réorganisée sur des bases nouvelles. Les petits Etats ne fourniront plus de contingens, mais leur contribution en argent sera plus forte. Le prince de Schwartzenberg se proposait de faire en personne la célébrité de cette proposition. Maintenant nous apprenons qu'à raison des circonstances le prince a abandonné ce projet.»

Le prince royal de Prusse devait arriver le 26 à Bruxelles, se rendant à Londres pour assister à l'ouverture de l'Exposition.

HOLSTEIN.

On écrit de Francfort, le 15 avril:

• Les deux grandes puissances de l'Allemagne se sont réunies relativement au Holstein. Les commissaires fédéraux resteront jusqu'à ce qu'un pouvoir fédéral central définitif ait été organisé.

• Ce pouvoir fédéral définitif continuera à administrer le Holstein et ne le restituera au roi de Danemark qu'après que les droits de la Confédération germanique auront été reconnus par S. M. danoise. La Diète s'occupera ensuite de régler définitivement les rapports entre le Holstein et le duché de Slesvig.»

DANEMARK.

On écrit ce qui suit à la *Gazette de Spener* sur les négociations qui ont eu lieu pour régler l'ordre de succession à la couronne de Danemark:

• Le cabinet de Saint-Pétersbourg avait proposé le prince Pierre d'Oldenbourg, lieutenant-général au service de Russie, et neveu de l'empereur. Le Danemark, au contraire, persiste à présenter comme héritier présomptif le fils aîné du prince Christian de Glucksbourg, 1° parce qu'il est né en Danemark; 2° parce qu'il appartient à la ligne mascuine de la maison d'Oldenbourg et parce qu'il a en même temps des droits sur les duchés. Il est fait mention dans ces projets de la ligne d'Augustenbourg qu'en ce sens que l'on se réserve de s'en occuper plus tard. Il est probable que le projet du Danemark sera accepté, car le prince Christian est très aimé à Saint-Pétersbourg. Au reste, il faut que la question soit résolue promptement, car les troupes autrichiennes ne quitteront la forteresse de Rendsbourg qu'après que tout le différend aura été réglé. Or, pour cela, il faut commencer par fixer l'ordre de succession.»

La *Borsenhalle* dit que les cours de Vienne, de Berlin, et de St-Pétersbourg ont entamé de nouvelles négociations au sujet de la question de la succession en Danemark, le grand-duc héréditaire d'Oldembourg avant refusé d'accepter la couronne tant que les droits des duchés vis-à-vis du Danemark ne seront pas entièrement sauvegardés.

ESPAGNE.

L'ex-ministre du commerce, M. Santiago-Fernandez Negrete, dont le vote, dans la chambre des députés, a entraîné de si graves conséquences, écrit au journal *el Orden* que, dans toutes les questions, il a toujours été d'accord avec ses collègues; seulement, dans la fameuse séance qu'il qualifie d'ignominieuse, où il s'est trouvé en désaccord avec eux, il envisageait d'une manière différente, et la seule juste, selon lui, la position du congrès. Il voulait que la discussion fût continuée au lendemain. C'est l'orage fondant sur le banc ministériel, c'est l'esprit farouche d'une partie de la chambre des députés qui l'a décidé à voter autrement que ses collègues. Les imputations et les accusations qui retentissaient alors contre le ministère étaient trop infâmes pour que le ministre du commerce consentît à y prêter le flanc, en votant comme l'ont fait les autres ministres; il a compris que s'il votait la mesure, plus de quatre-vingts députés sortaient de la salle criant à la violence et à la contrainte, et le scandale eût été consommé. Il a voté contrairement à ses collègues pour éviter ce malheur.

Le parti progressiste se présentera en masse aux élections; mais on ne croit pas qu'il parvienne à faire nommer un seul de ses sept candidats à Madrid.

PORTUGAL.

On lit dans le *Journal des Débats* du 20:

• Une dépêche télégraphique datée de Madrid le 17 avril, à cinq heures du soir, c'est-à-dire postérieure de trois jours au moins à celle que nous avons reproduite ce matin, nous donne des nouvelles du Portugal fort différentes de celles qui ont circulé hier et aujourd'hui dans la matinée. Loin de confirmer le bruit qui avait couru à Madrid de l'arrestation du comte de Thomar, cette dépêche annonce trois faits importans: d'abord que Lisbonne est tranquille, ensuite que l'insurrection ne fait pas de progrès dans le pays, et enfin que le roi Ferdinand, accompagné du duc de Terceira, a gagné de vitesse le maréchal Saldanha, est entré dans Santarem et y a réuni 12,000 hommes de troupes fidèles au gouvernement de la reine donna Maria.

• Cette dernière nouvelle est la plus importante et elle donne lieu de croire que l'insurrection n'est pas appelée à prendre des développemens aussi menaçans qu'on le pensait au crois d'abord. Santarem est en effet la plus importante place forte du Portugal, le véritable quartier-général de l'armée, le dépôt le plus considérable d'armes et de munitions de guerre du royaume. C'était naturellement le point le plus important à occuper soit pour le gouvernement, soit pour les insurgés. Aussi tous les deux ont-ils voulu s'en assurer tout d'abord; c'est le roi qui, porté sans doute avec les troupes qu'il amenait sur un bateau à vapeur, a réussi.

• La dépêche ne donne, comme on le voit, aucune nouvelle du maréchal Saldanha; il en résulte seulement qu'il n'est ni à Lisbonne ni à Santarem. Si ces deux villes continuent à tenir pour le gouvernement de la reine, il est probable que le maréchal Saldanha cherchera à gagner Oporto ou Almeida, les seules places qu'il ait la chance de gagner à sa cause, et qui lui fournissent, en cas de revers, les moyens d'échapper au gouvernement qui le poursuit.»

Le *Diario do Goberno* du 14 donne les nouvelles suivantes sur les mouvemens des troupes portugaises qui sortirent de Lisbonne, sous les ordres du roi, à la poursuite du maréchal Saldanha, et sur ceux du maréchal et de ses partisans:

• Le duc de Saldanha a couché, le 9, près d'Aldeas des Gueiras, sans se hasarder à entrer dans cette ville, ni à passer par Caldas de Rainha, où se trouvait un détachement du 7e régiment d'infanterie de ligne, lequel a reçu même l'ordre de se rendre à Lisbonne. Un détachement du même régiment, qui était à Peniche, est également en route pour Lisbonne. Le 12, est arrivé dans la capitale un détachement du 2e chasseurs, venant de Vendas Navas. Le détachement du 5e chasseurs qui était à Thomar s'est réuni aux troupes royales à Santarem. Le 5e chasseurs (un des bataillons soulevés) a pris, le 10, la direction de Batalha.

• Par communications officielles arrivées le 12 au gouvernement, on sait que toutes les forces dont se compose la 7e division militaire (*Alemtejo*) sont restées fermes pour le gouvernement, décidées à repousser les révoltés, et ayant déjà commencé à agir contre eux. Le 1er de chasseurs (un autre des bataillons soulevés), d'après la déclaration d'un sous-officier de ce corps qui est venu se présenter au lieutenant-général, est parti de Zamora-Correa dans la direction d'Abrantès.

• S. M. le roi, général en chef de l'armée, a adopté toutes les mesures nécessaires pour poursuivre les rebelles activement. Le duc de Saldanha est arrivé à Coimbre le 12, à sept heures du soir. A huit heures, le 5e chasseurs est entré dans cette ville. La présence de ce bataillon est tenté à Leiria, n'ayant pas voulu suivre les révoltés, ainsi que d'autres personnes. Les habitants de Coimbre ont donné des preuves énergiques de réprobation contre le maréchal. On dit qu'à l'arrivée du duc, les détachemens de cavalerie et d'infanterie qui se trouvaient en garnison dans cette ville se sont retirés.»

Le *Diario do Goberno* ajoute à ces détails le supplément extraordinaire suivant:

• Le gouvernement vient de recevoir, par le courrier ordinaire, des nouvelles officielles d'Evora, de Beja, de Portalegre et de Faro qui annoncent que toutes les populations de ces villes restent dans ces districts, et que les troupes qui s'y trouvent conservent le meilleur esprit et l'obéissance la plus absolue au gouvernement de S. M. Le bateau à vapeur de guerre *Mondello*, que commande le capitaine Soares Franco, est de retour à Oporto, et est entré dans le Douro ce matin. Il est porteur de dépêches des gouverneurs civils d'Oporto, de Praga et de Viana, et des commandans généraux des troisième et quatrième divisions militaires, dans lesquelles on annonce que la tranquillité est parfaite dans ces districts, et l'esprit de la troupe excellent.

• A Oporto, on avait reçu des nouvelles du 2e et 5e divisions militaires. Toutes les mesures avaient été prises pour s'opposer à la rébellion et repousser toute force soulevée qui se présenterait. Les courriers du Nord ne sont pas arrivés, mais par un express que le gouvernement a reçu, on sait que le 1er de chasseurs qui d'abord était sortie de Santarem a la poursuite des rebelles.

• Le gouvernement portugais a destitué le colonel du 5e chasseurs, qui s'est soulevé, ainsi qu'il avait fait du colonel du 1er chasseurs, pour le même motif. Les colonels du 4e de cavalerie et du 2e d'infanterie, qui n'ont pas voulu suivre Saldanha, ont été nommés commandeurs de l'Ordre de la Tour et Epée.»

ITALIE.

PIÉMONT.

Les bruits qui couraient d'une modification ministérielle ont passé le 17 de l'état de doute à celui de la réalité. Il est certain que M. le sénateur Nigra a donné sa démission de ministre des finances, et qu'elle a été acceptée. Il est certain que le comte Cavour, ministre du commerce, prendra le portefeuille des finances.

On ne connaît pas le successeur de ce dernier, mais il serait possible qu'il eût aussi la marine, et que le ministère de l'agriculture et du commerce devînt une division de celui des travaux public. On dit aussi que M. Galvagno passera de l'intérieur à la justice; on ne connaît pas son successeur.

On parle aussi de la retraite de M. d'Azelio, qui serait remplacé par le comte Cavour dans la conseil de présidence du conseil.

La *Croce di Savoia*, de Turin, applaudit au choix du comte Camille Cavour pour le